Ouzbékistan : interdire la propagande soviétique

Description

Le 3 septembre, un tribunal de Samarcande a condamné un homme de 74 ans pour avoir publié sur *Telegram* des messages mettant en cause la légalité de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. L'accusé y affirmait coopérer avec un groupe russe pro-soviétique et qualifiait l'indépendance de l'Ouzbékistan de « *superficielle* ». Accusé de perturber l'ordre constitutionnel de l'Ouzbékistan, le prévenu a été condamné à trois ans d'assignation à résidence.

Quelques jours après, le vice-président du Parlement ouzbek et président du parti Milliy Tikalnish, Alicher Qodirov, a proposé d'interdire tous les symboles soviétiques dans le pays et rappelé que la propagande pro-soviétique était une trahison de la nation ouzbèke : « *Le peuple ouzbek a été humilié et insulté par le régime soviétique et panse encore les blessures profondes liées à cette période. L'idéologie soviétique, qui rejetait les nations, les valeurs et la foi, a été un désastre non seulement pour le peuple ouzbek mais pour l'humanité tout entière et ses vestiges continuent d'apporter le malheur aujourd'hui* », a-t-il déclaré.

Pour lui, si cette période tragique de l'histoire du pays doit bien sûr être étudiée et discutée, « *son approbation ou sa propagande doivent être considérées non seulement comme des crimes contre l'ordre constitutionnel mais aussi comme des trahisons de notre peuple et de nos ancêtres qui ont été victimes de ce régime sanglant.* »

Sources : *The Tashkent Times, RFE/RL, kun.uz, Telegram*.

date créée
11/09/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou